

L'Adresse

Dans ma circonscription, nous avons beaucoup souffert de la politique de l'ancien gouvernement, mais nous nous sommes rebiffés. Nous nous sommes battus contre les mesures financières qui encourageaient la fermeture de nos usines. Nous avons lutté contre les mesures fiscales qui encourageaient les gens à aller faire leurs achats de l'autre côté de la frontière. Nous nous sommes opposés à la politique culturelle qui a donné lieu, notamment, à la fermeture de notre seule station de télévision, la station CBET de la SRC, le canal 9.

Les Canadiens ont découvert Windsor en décembre 1990, lorsque 10 000 habitants de notre circonscription se sont rassemblés au bord de la rivière pour manifester contre ces mesures. Ils ont de nouveau protesté, en 1993, en accordant aux libéraux une majorité écrasante.

Ils ont voté libéral parce qu'ils avaient lu le livre rouge et qu'ils avaient compris que c'était un plan pratique et prometteur. Ils savent que le premier ministre est un homme de parole et que son gouvernement, notre gouvernement, agira comme promis. Ils savent aussi qu'ils peuvent être sûrs que nous veillerons sur leurs intérêts.

Très prochainement, la ville de Windsor va se lancer dans une grande aventure, elle va abriter le premier casino de l'Ontario. Le dernier gouvernement fédéral a refusé de reconnaître qu'il avait un rôle à jouer pour que le projet de casino soit un succès, tandis que notre gouvernement a agi rapidement pour s'assurer que l'on anticipe les besoins de la communauté et que l'on puisse continuer à les satisfaire.

Les municipalités de notre région sont heureuses du programme des infrastructures qui va entrer en oeuvre très rapidement. La région de Windsor—Sainte—Claire est prête à profiter de ces nouveaux emplois et de cette injection d'argent dans nos collectivités, qui les rendront plus agréables à vivre et feront qu'il sera plus facile d'y gagner sa vie.

Windsor—Sainte—Claire veut le genre de gouvernement que propose ce côté de la Chambre. Elle veut un gouvernement qui comprend la nécessité de la croissance économique pour s'attaquer au déficit. Elle veut un gouvernement qui se préoccupe de la qualité de vie de ses citoyens et qui gouverne de façon juste et pratique tout en faisant preuve de compassion.

Voilà les qualités que désire la circonscription de Windsor—Sainte—Claire, des qualités qui ont été exposées par le gouvernement dans son discours du Trône de la semaine dernière. C'est pour cela que j'invite la Chambre, tous les députés, à voter en faveur de la motion du député de Bruce—Grey, appuyée par la députée de Madawaska—Victoria.

Mme Elsie Wayne (Saint John): Monsieur le Président, la députée vient de mentionner, dans sa réponse au discours du Trône, que le gouvernement libéral se préoccupe du bien-être des gens et qu'il tient à faire ce qui est bon pour eux. Il veut instaurer des programmes qui viendront en aide à la population. J'ai une seule question à poser à la députée.

Le programme permettant aux Canadiens d'utiliser leur REER pour acheter une maison a permis à plus de 200 000 Canadiens de devenir propriétaires. La construction de ces 200 000 maisons a créé de nombreux emplois, non seulement sur les chantiers mais aussi dans d'autres secteurs comme les forêts, le

meuble et les appareils ménagers. Je sais que vous comprenez ce phénomène de retombées, qui s'est produit sans qu'on retire un sou du Trésor public.

Voici donc la question que je vous pose, ma chère. Excusez-moi, monsieur le Président, je voulais dire à la députée. Peut-elle s'engager à tenter de convaincre le gouvernement de prolonger ce programme au-delà de la date limite prévue du 1^{er} mars?

Mme Cohen: Monsieur le Président, j'apprécie les qualificatifs affectueux que la moitié du caucus conservateur réserve à mon endroit. Pour une simple députée libérale, cela me semble être une bonne fortune inhabituelle.

Je dois dire qu'il serait plus pertinent de poser cette question au ministre des Finances, mais je suis heureuse d'y répondre en son absence.

Je puis vous dire que le gouvernement est très préoccupé par le programme fiscal du Canada et le fardeau fiscal des Canadiens. Au cours des neuf dernières années, nous avons vu les impôts devenir de plus en plus injustes. Les impôts étaient de plus en plus lourds pour ceux dont la députée vient de parler, c'est-à-dire pour la classe moyenne, pour les travailleurs de notre pays désireux de s'acheter une maison. Ces impôts ont causé beaucoup de problèmes dans ma circonscription. Leur injustice intrinsèque a causé des pertes d'emplois et d'autres répercussions néfastes.

• (1910)

Je suis sûre que le ministre des Finances et ses collaborateurs étudient actuellement la question des REER et d'autres programmes du genre. On sait qu'il a mené une vaste consultation à ce sujet. D'après moi, toutes les mesures que le ministre des Finances prendra pour rendre le régime fiscal de l'ancien gouvernement conservateur plus juste à l'endroit des Canadiens créeront de l'emploi dans Windsor—Sainte—Claire, dans Saint John et dans le reste du Canada.

[Français]

M. Philippe Paré (Louis—Hébert): Monsieur le Président, une partie de l'intervention de la députée de Windsor—Sainte—Claire, portant sur l'importance de l'industrie de l'automobile dans sa circonscription, me fournit l'occasion de rappeler que l'industrie de l'automobile en Ontario occupe une place extrêmement importante, par rapport à la même industrie au Québec. Au Québec, l'industrie de l'automobile ne représente que 7 ou 8 p. 100 de toutes les automobiles assemblées au Canada.

À ce moment-là, ce coin de pays a sûrement connu un essor économique extrêmement grand relié entre autres à l'industrie de l'automobile. La circonscription de Windsor, durant la dernière récession, et je ne m'en réjouis pas, au contraire, a découvert, je pense, à ce moment-là, pour des villes moins bien nanties au plan économique, ce que représente une période de difficultés économiques. Le fait que ce coin de pays-là, cette partie de l'Ontario a vécu cette difficulté permettra peut-être à l'Ontario d'être un petit plus sensible aux réalités d'autres provinces canadiennes.

Je termine par une question. Il y a un assez large consensus qui s'établit et qui reconnaît que la politique monétaire du gouvernement conservateur a été en partie responsable de la période difficile dans laquelle nous sommes encore au plan économique.